

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS**  
**DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Commission permanente du **30 mars 2015**

Décision n° **CP-2015-0121**

commune (s) : Lyon 9°

objet : Restructuration du collège Jean Perrin - Lot n° 11: plafonds - Autorisation de signer l'avenant n° 3 au marché public

service : Direction générale déléguée aux ressources - Direction de la logistique, du patrimoine et des bâtiments

**Rapporteur** : Madame la Vice-Présidente Laurent

**Président** : Monsieur Gérard Collomb

Date de convocation de la Commission permanente : Lundi 23 mars 2015

Secrétaire élu : Monsieur Damien Berthilier

Affiché le : Mardi 31 mars 2015

Présents : MM. Collomb, Kimelfeld, Mme Vullien, MM. Bret, Abadie, Mme Picot, MM. Le Faou, Philip, Mme Geoffroy, MM. Galliano, Passi, Colin, Charles, Brumm, Mme Le Franc, MM. Crimier, Barral, Mme Farih, M. Claisse, Mme Laurent, M. Lung, Mmes Vessiller, Cardona, MM. Vesco, Vincent, Rousseau, Desbos, Mme Bouzerda, M. Berthilier, Mme Frier, MM. Kepenekian, Eymard, Mme Rabatel, MM. Calvel, Barge, Bernard, Rudigoz, Pouzol, Sellès, Mmes Brugnera, Baume, M. George, Mme Belaziz, M. Suchet, Mme Piantoni.

Absents excusés : M. Da Passano (pouvoir à Mme Bouzerda), Mmes Guillemot (pouvoir à M. Kimelfeld), Dognin-Sauze (pouvoir à Mme Brugnera).

**Commission permanente du 30 mars 2015****Décision n° CP-2015-0121**

commune (s) : Lyon 9°

objet : **Restructuration du collège Jean Perrin - Lot n° 11: plafonds - Autorisation de signer l'avenant n° 3 au marché public**

service : Direction générale déléguée aux ressources - Direction de la logistique, du patrimoine et des bâtiments

**La Commission permanente,**

Vu le projet de décision du 17 mars 2015, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le Conseil, par sa délibération n° 2015-0004 du 16 janvier 2015, a délégué à la Commission permanente une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation, selon l'article 1.22.

La Commission permanente du Conseil général du Rhône a autorisé la signature d'un marché public de travaux pour la restructuration du collège Jean Perrin, lot n° 11 - plafonds. Ce marché a été notifié sous le numéro 11071 le 5 mai 2011 à l'entreprise MEUNIER INTRAMUROS pour un montant de 289 271,60 € HT, soit 345 968,83 € TTC.

Suite à une révision à la baisse des effectifs du collège (passage de 1 000 à 800 élèves), certaines prestations ont été revues à la baisse. D'autre part, certaines prestations ont été revues à la hausse ou à la baisse sur proposition du maître d'œuvre conjointement avec le maître d'ouvrage : pose d'un faux plafond dans la loge et l'escalier du bâtiment A, suppression de grilles métalliques dans les plafonds (non nécessaires en l'absence de gaz).

Des avenants antérieurs, pour un montant en hausse de 1 431,60 € HT ainsi que cet avenant n° 3 d'un montant en baisse de 5 335,60 € HT, soit 6 402,72 € TTC, porteraient le montant total du marché à 285 367,60 € HT, soit 341 723,19 € TTC. Il s'ensuit une diminution de 1,35 % du montant initial du marché.

La commission d'appel d'offres du Conseil général, lors de sa séance du 15 décembre 2014, a émis un avis favorable et motivé à la conclusion de cet avenant.

Il est donc proposé à la Commission permanente d'autoriser monsieur le Président signer ledit avenant, conformément à l'article L 3221-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu ledit dossier ;

**DECIDE**

**1° - Approuve** l'avenant n° 3 au marché n° 11071 conclu avec l'entreprise MEUNIER INTRAMUROS pour la restructuration du collège Jean Perrin - lot n° 11 - plafonds.

Cet avenant, d'un montant de 5 335,60 € HT, soit 6 402,72 € TTC porte le montant total du marché à 285 367,60 € HT, soit 341 723,19 € TTC.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ledit avenant.

**3° - La dépense** sera prélevée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal du collège Jean Perrin - exercice 2015 et suivants - compte 231 312 - fonction 221 - opération n° 0P34O3350A, dans la limite de l'autorisation de programme individualisée affectée à cette opération.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 31 mars 2015.**